

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 8 JUILLET 1977  
 N° 493 1,70 F

Commission paritaire : 56 942  
 Tél : 636 - 73 - 76

LE MOUVEMENT  
 DES FEMMES

QUELQUES CONCLUSIONS  
 (p. 6)

## Attentat contre l'ambassadeur de Mauritanie à Paris

L'ambassadeur de Mauritanie à Paris a été victime d'un attentat dans la matinée de jeudi. Deux hommes, dont les témoins disent qu'ils sont européens, ont tiré sur lui alors qu'il se trouvait en voiture. L'AFP affirme avoir reçu peu après un message revendiquant l'attentat au nom d'un groupe s'intitulant «*Brigades internationales El Ouali Mustapha Sayed*», du nom du secrétaire général du F. Polissario mort sur le champ de bataille l'an dernier. De tels groupes ont opéré à Paris contre d'autres ambassadeurs sous le nom de brigades internationales suivi du nom d'un révolutionnaire du pays concerné.

En cette affaire, le F. Polissario n'est au courant de l'existence d'aucune organisation de ce nom avant que celle-ci n'apparaisse au cours de l'attentat. De plus, cette action est en contradiction avec tout le travail effectué en France par les délégués du Front, depuis plusieurs années : l'explication de la cause saharouie, l'organisation de la solidarité avec le peuple du Sahara. L'empressement mis par la radio à impliquer le Polisario est d'autant plus suspecte que la police n'a jamais poursuivi les auteurs d'attentats contre le Front Polisario en France.

G. CARRAT

● **Élections partielles :**  
**Une tendance hésitante** P. 2

● **Nouvelles des Bouches-du-Rhône** P. 3

● **Grenoble :**  
**Un chômeur immigré tabassé et menacé d'expulsion.** P. 4

● **Après l'opération de Tel Aviv le développement des opérations armées en Palestine occupée** P. 5

## «EURO-COMMUNISME»

- **Nouvelles accusations soviétiques contre Carrillo**
- **Première réponse du PCF**

# ATTAQUES ET ESQUIVES

## VIVRE ET MOURIR A LA COURNEUVE



La cité des 4 000, à la Courneuve. Un univers de béton et d'arbres malingres, des tours sinistres où doivent s'entasser des familles populaires. Des fins de mois impossibles à boucler, le loyer qu'on ne peut pas payer : la saisie. Pas une, pas deux, mais des dizaines qui frappent en priorité les chômeurs. Les huissiers eux ne chôment guère. Chaque jour ou presque, ils sont dans la cité : d'abord, c'est l'inventaire des biens, puis si on ne paie pas, c'est la saisie-vente.

Mardi encore, il en est venu un : cinquante saisies-vente devraient avoir lieu le 29 juillet prochain.

Un enfant de onze ans n'est pas près d'oublier cette visite : après le passage de l'huissier chez ses parents, il a tenté de se suicider.

La dernière livraison des *Temps Nouveaux*, revue du parti révisionniste russe, renouvelle les attaques lancées voici quinze jours contre Carrillo le chef du PCE.

Le nouvel article effectue une distinction entre la ligne du PCE que *Temps Nouveaux* affirme ne pas vouloir attaquer, et les positions hostiles à l'URSS de Carrillo, que l'article dit être la seule cible de ses attaques.

Ce faisant, l'auteur de l'article cherche à tracer une démarcation au sein du PCE entre Carrillo et d'autres responsables que Moscou espère lui être plus favorables, selon une tactique déjà employée, sans aucun succès, contre le PCE.

Mais en désignant comme cible réelle de la colère du Kremlin non pas la stratégie du PCE mais l'attitude qu'il adopte face à l'URSS, le parti de Brejnev veut obliger les euro-révisionnistes qui se sont prononcés jusque là en faveur de la libre détermination de la ligne suivie par chacun — à prendre position sur les thèses avancées par Carrillo, notamment celles sur l'Europe très éloignées de la politique suivie par l'URSS pour pénétrer en Europe Occidentale.

Le PCF répond, en reconnaissant que les thèses de Carrillo sont critiquables, mais en s'insurgeant violemment contre les méthodes du Kremlin, jugées «inadmissibles».

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 5)

## LIP : LE HARCÈLEMENT DU POUVOIR CONTINUE

### Trois ouvriers convoqués par la police

Après la tentative de l'EDF, il y a quinze jours de couper l'électricité de l'usine, pour stopper la production des montres, le pouvoir a opéré avant-hier une nouvelle tentative d'intimidation contre les «Lip».

Trois ouvriers de Lip en effet ont été convoqués à 14 h chez les flics. Une commission rogatoire avait d'ailleurs été délivrée contre eux afin qu'ils soient obligés de s'y rendre. Il s'agissait de les interroger sur les «événements» survenus lors de la journée du 6 avril, où les «Lip» manifestaient devant le siège de l'Union Patronale. Les trois travailleurs de Lip ne sont ni plus ni moins soupçonnés que d'avoir peint des slogans sur les murs des bâtiments de l'Union Patronale !

Ils se sont effectivement rendus à la convocation mais accompagnés d'une centaine de leurs camarades, faisant la preuve une fois de plus qu'ils n'étaient nullement décidés à se laisser intimider ni à s'en laisser compter !

Parallèlement, en multipliant les ventes de montre dans la région, ils montrent que les manœuvres du pouvoir ne sauraient être de taille à les détourner de la voie de l'offensive qu'ils ont choisie !

## LE RAPPORT PARLEMENTAIRE SUR LA SECURITE SOCIALE

### Des suggestions pour renforcer l'austérité

Un rapport de 600 pages présente depuis hier les dizaines d'auditions de représentants du gouvernement, du patronat, des syndicats, des médecins, etc. Il traduit pour l'essentiel les positions du gouvernement que Simone Veil présentait au conseil des ministres en avril.

Prenant prétexte du déficit de la Sécurité Sociale, ce rapport fait une série de suggestions qui renforcent l'austérité qui pèse déjà sur les travailleurs.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 4)

## LE CNPF ET L'EMPLOI DES JEUNES

### Une campagne peu convaincante

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 2)

# POLITIQUE

## Giscard et le PS : «rétablir la situation»

Albin Chalandon, ancien secrétaire général de l'UDR, retiré depuis quelques temps de la vie parlementaire, a «poussé un cri d'alarme» sur la situation de la majorité, dans une interview au *Quotidien de Paris*. Abordant les querelles intestines à la droite, il affirme que l'autorité présidentielle n'est plus ce qu'elle était, le RPR faisant passer ses propres intérêts avant ceux du gouvernement. Mais c'est surtout quand il évoquera l'avenir que son propos devient très intéressant ; après avoir confirmé que Giscard resterait à son poste, en cas de victoire de la gauche, il évoque la possibilité d'une alliance future avec le PS : «La social-démocratie repose sur une structure beaucoup plus capitaliste que ne l'est celle de l'économie française. En Suède ou en Allemagne, il n'y a ni nationalisation, ni dirigisme actif de la part de l'État (...) Sans doute la majorité a-t-elle eu tort, dans le passé de tenir les socialistes modérés en dehors du pouvoir (...) C'est pourquoi il importe tant que subsiste un président de la République capable, au moment opportun, de rétablir la situation.»

## Barre n'a jamais cru au VII<sup>e</sup> Plan

Le VII<sup>e</sup> plan est mal en point, et pratiquement aucune de ces échéances ne se réalisent en temps et en quantité voulus. C'est ainsi que le VII<sup>e</sup> Plan prévoyait une fourchette de 600 000 à 1 million de chômeurs... Tout cela nous le savions. Plus originale est la déclaration de Barre devant la commission de développement du Plan, réunie à Paris : «Je n'ai jamais cru au taux de croissance du plan». Rappelons quand même que Barre était ministre (du commerce extérieur) du gouvernement Chirac qui a mis au point ce VII<sup>e</sup> Plan, qui l'a mis en route et qui l'a farouchement défendu. A quand la révélation de Barre comme quoi il n'a jamais cru à ses plans un et bis, et bientôt ter ?

## Mitterrand aux Amériques

Malgré les rumeurs sur la remise en cause du voyage de Mitterrand aux États-Unis, celui-ci est confirmé par l'entourage du premier secrétaire du PS. Si la date n'en est pas encore fixée, il est cependant question qu'il rencontre des représentants d'un syndicat de l'automobile. Par contre, il n'est toujours pas prévu de rencontre avec Carter.

## Fiterman à Renault le langage pour les militants de base

Fidèle à sa politique d'adhésion, et aussi à sa volonté de «porter le débat sur le programme commun devant les travailleurs», le PCF tenait mercredi une réunion à Renault. Réunion importante, sinon par le nombre de travailleurs qui s'était déplacé — remplir la salle du comité d'entreprise n'est pas un exploit, surtout à Renault Billancourt — du moins par les «personnalités» présentes : c'est en effet les 5 négociateurs du PCF qui étaient là ; Fiterman, Laurent, Kanapa, Herzog et Juquin.

Sans contradictions, devant ses hommes, et à un moment crucial de la renégociation (les nationalisations devaient être abordées à nouveau le lendemain) le PCF a une fois de plus haussé le ton ; ainsi Fiterman est allé jusqu'à dire «que rien dans ce qui a été fait jusqu'à présent ne permet de dire que des conditions sont déjà créées pour un accord».

Devant sa base, le PCF emploie le langage de la fermeté, jusqu'à employer des mots de rupture qui finalement ne déplaisent pas à nombre de militants du PCF de Renault, hostiles «aux sociaux». Pourtant, quelle autre solution a le PCF aujourd'hui que d'accepter le nouveau programme commun ?

Les militants de base du PCF s'en apercevront — après coup une fois de plus — dans quelques semaines.

Pour approfondir son travail, 10 millions pour le Quotidien du Peuple

## Elections partielles

# UNE CAMPAGNE PEU CONVAINCANTE

Les dernières élections partielles de Chatelleraut ont donné l'occasion d'une petite polémique, sur un ton des plus acerbes, entre le PCF et le parti socialiste. Dans un premier temps, aux élections municipales, 141 voix manquent au second tour au candidat du PCF, par rapport au total de voix de gauche du premier tour. Dans un deuxième temps, pour l'élection cantonale où la candidate du PS arrivait en tête de la gauche au premier tour, il lui manquait 33 voix au deuxième, et 164 si l'on prend en compte le fait que les voix écologistes se reportent en général assez facilement sur les socialistes.

A vrai dire, cette question du report des voix n'est pas limitée à ce cas particulier : elle s'est posée dans de nombreuses élections partielles qui ont eu lieu depuis les municipales. A Montguyon, le 12 juin, le candidat radical de gauche perdait 366 voix par rapport à celles qu'il totalisait au premier tour avec le PCF. A Noisy-le-Grand, le même jour, c'était la candidate du PCF à qui il manquait 424 voix socialistes ou radicales de gauche, ce qui suffisait à

la faire battre par un giscardien. A Monravault, le 24 avril, le candidat du PCF, élu quand même, avait perdu entre les deux tours 473 voix socialistes.

Ainsi, après que les élections municipales aient vu un bon report des voix entre les candidats du programme commun, un certain fléchissement se manifeste ces derniers temps dans ce domaine. Naturellement, l'éclatement des divergences profondes entre le PS et le PCF

n'y est pas pour rien. Mais il s'ajoute à ce phénomène une mobilisation des abstentionnistes entre les deux tours en faveur des candidats de la «majorité» : autre tendance contradictoire avec celle qu'on avait observée lors des municipales. C'est ce qui s'est notamment passé à Chatelleraut, dimanche dernier, mais aussi à Crémieux, où le candidat de droite a gagné 324 voix entre les deux tours. De même à Noisy-le-Grand, où le gain du candidat giscardien représentait plus de 1 000 voix.

Par ailleurs, PS et PCF ont quand même remporté quelques succès : ainsi, à Mézières, où le total de leurs voix s'est élevé au premier tour à 63,4%, alors qu'il n'était que de 61,3% au deuxième tour en 76. De même à Givry, où ils sont passés de 14,2% des voix à

15,9%. Et encore à Montmarault, canton que le PCF a gagné sur la majorité, qui l'avait emporté en 76.

Il reste que les dernières élections partielles manifestent une tendance plus hésitante que les municipales de mars. On n'oublie certainement pas, dans les états-majors des partisans du programme commun, qu'avec une moyenne nationale de 48,5%, la «majorité» actuelle se trouverait encore la plus forte au parlement, bien que de justesse : il semble en effet qu'il faille 52,5% des voix à la gauche pour avoir une majorité de 10 sièges au parlement. La marge de manœuvre est encore étroite, même si le pronostic le plus vraisemblable reste celui d'une victoire électorale de la gauche en 78.

Jean LERMET

## Le CNPF et l'emploi des jeunes

# UNE TENDANCE HÉSITANTE

«Le problème qui va maintenant être le nôtre est celui de continuer l'effort entrepris. En particulier, nous tenterons d'obtenir rapidement des réponses aux nouvelles offres d'emploi».

Voilà ce qu'a déclaré Y. Chotard, président de la commission sociale du CNPF, lors de la réunion des 80 délégués du syndicat des patrons qui a eu lieu mercredi à Paris. Cette rencontre, alimentée par une forte publicité, a été l'occasion de discours auto-satisfaits des patrons et du gouvernement. Il s'agissait de faire le bilan des premiers résultats du plan Barre-bis concernant l'emploi des jeunes.

A la suite de la publication de ce plan, qui après l'échec de la lutte contre l'inflation, se proposait de résorber le chômage, le CNPF promettait la création de 300 000 emplois d'ici le 31 décembre. Les mesures du plan Barre-bis se composaient d'une part d'une aide à l'embauche (exonération des charges sociales pour les patrons), et d'autre part d'une prise en charge par le gouvernement de stages de formation professionnelle. Le CNPF aujourd'hui affirme avoir rempli le tiers de son «contrat» avec le gouvernement ; 100 000 jeunes seraient donc d'ors et déjà concernés par cette campagne. En y regardant de plus près, on s'aperçoit que seuls 42 000 sont embauchés à

titre soi-disant définitif ; pour les autres, il s'agit, soit de stages pratiques, soit de contrats emploi-formation, ou encore d'apprentissage. On ne nous dit pas, par contre, combien se sont retrouvés au chômage dans le même temps !

Ces mesures ne sont en

fait, avec celles prises à l'encontre des travailleurs immigrés, qu'une partie de l'arsenal de gadgets destinés à tenter de dégonfler un peu le chiffre accablant du nombre des chômeurs, et cela avant les législatives. D'où le choix de la date du 31 décembre ! La mascarade de mercredi est, à ce titre,

révoltante ; les délégués ont été présentés par Ceyrac comme des «hommes du terrain» ! Il n'en demeure pas moins que certains affichent un pessimisme mal caché quant à l'efficacité d'une telle campagne !

Olivier LUSSAC

## Campagne publicitaire du PR



Le 14 juillet 77 : journée d'adhésion du P.R.

Le discours de Carpentras, prononcé par Giscard ce soir à 20 heures, sera le coup d'envoi d'une campagne giscardienne. C'est du moins ce que prévoit l'état-major du PR, qui va tenter d'occuper la scène politique durant toute la semaine prochaine, clôturant cette nouvelle tentative par le 14 juillet, «journée d'adhésions». Tout cela orchestré, mis au point depuis plusieurs jours, voire plusieurs semaines ; tout comme d'ailleurs le congrès de Fréjus, qui vit les RI se «métamorphoser» en PR. Peut-être espèrent-ils que ce nouvel essai publicitaire sera moins mauvais que les précédents !

## LUTTES OUVRIÈRES

Blanchisserie Tissot. (Paris 11<sup>e</sup>)

## 90 OUVRIÈRES CONTRE UN PATRON DE CHOC

«Les ouvrières de la blanchisserie Tissot, 4, rue Foli-Méricourt, à Paris, dans le 11<sup>ème</sup> arrondissement, séquestrent leur patron ainsi que le directeur technique depuis vendredi dernier, jour depuis lequel ils sont en grève». Telle était grosso-modo l'information communiquée et diffusée il y a quarante-huit heures sur Europe N° 1, faisant du même coup connaître bien involontairement de sa part, l'existence d'une grève jusqu'ici inconnue. Une «information» tout à fait mensongère d'ailleurs, qui cachait tout autre chose...

La rue Foli-Méricourt est une rue comme il n'y en a plus à Paris : calme, mais aussi très vivante avec ses dizaines de petits ateliers d'artisans (beaucoup de petites imprimeries). A l'entrée de la rue, près de la place St Ambroise, au n° 4, c'est là que se trouve la blanchisserie teinturerie industrielle Tissot. En temps normal, à moins de s'arrêter devant la minuscule plaque indiquant la raison sociale de l'entreprise, Tissot ne se remarque guère. Depuis quelques jours, les choses sont toutefois différentes : une demi-douzaine de personnes sur le trottoir gardent solidement l'entrée.

La présence de ce piquet de garde est évidemment la conséquence de la grève déclenchée depuis le 1<sup>er</sup> juillet, par la presque totalité des 90 employés, pour la

plupart femmes immigrées et qui occupent la salle des machines, bloquant de la sorte tout fonctionnement de la blanchisserie.

A l'origine de la grève : l'exigence d'un salaire minimum de 2 000 francs pour tous ainsi que le 13<sup>ème</sup> mois.

Jusqu'ici, depuis des années, les ouvrières touchaient un salaire de 1700 francs (maximum) pour 45 heures de travail par semaine ! Le travail quotidien ressemble au détail près à celui de toutes les blanchisseries industrielles : un travail très dur, dénoncé, on s'en souvient pour la première fois d'une manière large, par les ouvrières d'Elis à Pantin, il y a un an. Ici, c'est le travail par une température de 40 degrés, quand ce n'est pas plus, sans aucune aération des

ateliers de travail, sans possibilité de prendre de douches le soir.

Le piquet de garde devant la porte est bien d'une certaine manière une conséquence de la grève, mais il n'est pas le piquet qu'on croit : c'est un piquet anti-grève tenu par une poignée de jaunes irréductibles et composé de quelques rares ouvrières trompées mais surtout d'agents de maîtrise dévoués corps et âmes au patron. Certains d'ailleurs ont des liens de parenté très proches avec ce dernier : une famille très unie !

Car Monsieur Tissot est un patron de choc, émule du célèbre Furnon à Alès, allergique aux syndicats, n'ayant jamais connu une telle grève. Depuis vendredi dernier, il multiplie les provocations : outre l'enrôlement de quelques jaunes dans le piquet anti grève qui filtrent les entrées dans les locaux, les pneus de plusieurs camions devant l'entrée ont été dernièrement mystérieusement lacérés. Dans son obstination à casser la grève, le patron, accompagné du directeur technique s'est même auto-séquestré durant cinq jours. C'est cela que le communiqué, entendu il y a quelques

jours sur Europe 1 qualifiait de «séquestration par les ouvriers». C'est aussi avec une telle mise en scène, que le patron espérait faire condamner les ouvriers pour «séquestration» et l'occupation devant le tribunal des référés. Un échec. Il continue néanmoins sa campagne anti-syndicale : la rue Foli-Méricourt est couverte de petites affiches «nous ne sommes pas des grévistes, la CGT nous empêche de travailler» y ont écrit les jaunes.

Plus grave est le fait que le patron de Tissot n'a pas renoncé à demander l'expulsion des grévistes des locaux. S'il n'a pu obtenir celle-ci de la part du tribunal il y a quelques jours, il reste que Bedu, vice-président du tribunal de Paris, a décidé de charger un huissier de faire assurer «le libre accès» dans les locaux de la blanchisserie. Vu que l'accès en question est gardé par les jaunes, il est difficile de comprendre une telle décision autrement que comme un premier pas vers une intervention des flics. Unies autour de leur syndicat CGT, déterminées à vaincre, les ouvrières restent vigilantes !

Richard FEUILLET

### Fermeture de Thedis-Thierry Biderman (Marseille) 350 licenciés

Encore une décision de fermeture : la direction des établissements Thedis Thierry Biderman (confection sur mesures industrielles) a pris la décision de fermer son usine de Marseille qui emploie 350 travailleurs. Cette décision serait mise en application à la fin du mois de juillet. La raison ? L'usine n'est pas assez rentable. Les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille.

### Concentration dans la presse

La presse française se caractérisait déjà par le monopole Hersant, celui-ci va devoir affronter un nouvel adversaire, celui de la concentration entre la presse et les radios périphériques. Ainsi apprend-on qu'Europe 1 va prendre une participation de 48% dans le capital du *Journal du Dimanche*, seul journal national qui puisse être acheté le dimanche et qui est pour l'essentiel de ses articles, encore plus réactionnaire que *France-Soir*, c'est tout dire. Hachette, de manière indirecte, en contrôlera 4%.

RTL qui ne veut pas être en reste, s'apprête, pour sa part, à prendre 40% du quotidien de Dijon, *Le Bien Public*, 49% de la revue *Regards sur...* et 51% de *Télé Star*.

Pourtant, tout ce beau monde n'a pas besoin de ça pour vivre puisque RTL, par exemple, a vu son chiffre d'affaires croître de 20% entre 1975 et 1976.

### Amiens

## Le PDG de Dobelle devant le tribunal

### Trois ans d'activités anti-syndicales

Le procès du patron de l'entreprise de transport Dobelle, à Amiens, vient de s'achever. Le jugement a été mis en délibéré. Il est probable que ce monsieur s'en sorte avec quelques amendes sans conséquence. Mais il était difficile à la justice bourgeoise de ne pas accepter ce procès demandé par les syndicalistes de l'usine.

Depuis 74, le patron de Dobelle avait multiplié les attaques anti-syndicales : en 74, il commençait par tenter d'opposer à la section syndicale CFDT nouvellement crée un syndicat «indépendant» puis quelques temps après, un délégué CFDT nouvellement élu était muté à 5 kilomètres de l'usine.

Depuis, c'étaient les tentatives de licencier les militants syndicaux qui se multipliaient. Pour cela, le patron n'y allait pas par quatre chemins, accusant les militants de vol.

Enfin en 1975, la section CFDT remportant la quasi-totalité des sièges de délégués du personnel, un délégué était à nouveau mis à pied pour 19 jours !

Le tribunal sera peut-être obligé de condamner le PDG de Tissot à quelques amendes en lui conseillant de respecter la liberté syndicale. En tout état de cause, les travailleurs de Dobelle sont conscients que c'est par la bataille de tous les jours qu'il faudra l'imposer !

**LE QUOTIDIEN  
DU PEUPLE A BESOIN  
DE 10 MILLIONS  
AVANT LE 14 JUILLET**

## Nouvelles des Bouches-du-Rhône

### Alsthom Atlantique : un ouvrier licencié pour maladie

La direction a procédé le 27 juin, par lettre recommandée, au licenciement d'un travailleur qui était en accident du travail depuis quelques semaines.

Il s'était donné un coup au genou en manœuvrant une pièce, ce qui avait entraîné un épanchement de synovie.

La direction, faisant référence à un accord signé par la CGC et FO qui stipule «qu'un travailleur peut être remplacé à son poste de travail si celui-ci est situé à un endroit stratégique, et si l'absence d'un travailleur peut nuire à la bonne marche de la production.»

Les travailleurs ont, à l'appel de leur syndicat CGT, cessé le travail, mercredi à 16 h 25, pendant un quart d'heure. Le lendemain, jeudi, ils ont arrêté le travail pendant une heure.

Il faut signaler que la direction n'embauche plus d'ouvriers dans toutes les corporations depuis plus de 3 mois, alors que des travailleurs démissionnent ou partent à la retraite. Depuis le début de l'année, une vingtaine de travailleurs ont quitté l'entreprise et n'ont pas été remplacés (épisodiquement par des travailleurs intérimaires).

Par cette mesure, la direction continue sa politique de «dégraissage», ce qui ne présage rien de bon pour les mois à venir.

## Licenciements à la réparation navale : les premières lettres

Jeudi, dans la journée, des travailleurs de la Réparation Navale (A.P., SPAT, Sud Marine) ont été avertis par la maîtrise que ce n'était pas la peine qu'ils viennent travailler le lendemain.

La direction ne voulant pas avoir à leur payer la journée du 1<sup>er</sup> juillet, ils ont été renvoyés «comme des chiens» devaient-ils dire. Et cela, sans qu'aucune lettre de licenciement ne leur soit parvenue.

D'autre part, au cours de la réunion paritaire entre les syndicats et les patrons, les employeurs de la CMR (Compagnie Marseillaise de Réparation) ont garanti verbalement l'embauche pour les travailleurs licenciés du groupe Terrin.

Les travailleurs qui doivent être licenciés n'ont toujours pas reçu leur lettre de licenciement, alors que bon nombre d'ouvriers sont en congé. Comme quoi, dans cette affaire, tout le monde joue la carte de la démobilitation.

(Informations AP 13)

## Joint Français (St-Brieuc) Remise en cause des droits Des retenues sur les salaires

A l'usine du Joint Français, à Saint-Brieuc, un ouvrier a reçu en quelques mois trois lettres. Voici le contenu de la seconde : «Malgré notre lettre de rappel à l'ordre du 30 mars 1977, nous relevons sur votre fiche d'absentéisme une nouvelle absence (...) ce qui porte à cinq le nombre de vos absences, depuis le mois de décembre 1976.

Un tel comportement est incompatible avec la bonne marche de l'entreprise de votre atelier, aussi nous vous adressons cette mise en garde. Un abatement fixé à 5% par jour d'absence à compter du cinquième jour, vous sera appliqué sur votre prime de fin d'année.» Avant-hier, cet ouvrier recevait une troisième lettre lui précisant son second avertissement précisant en outre : «Nous attirons votre attention sur le fait que deux avertissements sont susceptibles d'entraîner un abatement de 40% sur votre prime de fin d'année.» C'est ce qu'on appelle une retenue sur salaire comme il se pratiquait au 19<sup>e</sup> siècle. Cet ouvrier a ainsi perdu en quelques mois la somme de 900 francs !

Corr. SAINT-BRIEUC

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Grenoble

## UN CHÔMEUR IMMIGRÉ TABASSÉ ET MENACÉ D'EXPULSION

**Ben Dhias doit être libéré !**

Ben Dhias, travailleur tunisien au chômage de longue date, a été arrêté le 9 mai à l'ANPE de Grenoble pour demander un travail. Il se voit refuser plusieurs propositions d'emplois car elles étaient destinées aux travailleurs étrangers (80% des annonces d'emplois recueillies par l'Agence sont racistes malgré la loi 72 546 du 1er juillet 72 qui interdit toute discrimination). Devant cette situation, Ben Dhias proteste énergiquement. La seule réponse de la direction de l'Agence c'est d'appeler la police qui le malmène violemment en présence des nombreux chômeurs scandalisés. Il est amené en car où il est de nouveau l'objet de sévices.

Libéré une première fois sous la pression d'une vingtaine de chômeurs, Ben Dhias se présente le 10 juin à l'ANPE d'Echirolles. En quittant l'agence il est insulté grossièrement et pris violemment à partie par Madame Villemain, puis par d'autres membres du personnel de cette agence (dont certaines se sont déjà signalées au lendemain de l'assassinat de Pierre Overney par la diffusion de tracts

fascistes). Jouant le chantage pour obtenir l'arrestation de Ben Dhias, le personnel de l'agence demande la fermeture des locaux pendant trois jours et demande son expulsion de France. Aujourd'hui Ben Dhias est en prison : il doit passer en procès le 12 juillet et a reçu notification qu'une procédure d'expulsion est entamée contre lui (...).

Pour obtenir la libération de Ben Dhias et la levée de toute inculpation

Pour obtenir :  
— La libération de Ben Dhias et la levée de toute inculpation  
— L'arrêt immédiat de la procédure d'expulsion  
— La cessation de toutes les annonces racistes

Les grenoblois sont appelés à signer la pétition de soutien à Ben Dhias et à participer à la manifestation samedi 9 juillet à 15h place Notre-Dame et au rassemblement mardi 12 juillet à 9h devant le palais de Justice, place St André

Comité de soutien à Ben Dhias, Grenoble.

Le rapport parlementaire sur la Sécurité sociale

## DES SUGGESTIONS POUR RENFORCER L'AUSTÉRITÉ

La commission parlementaire des Affaires sociales avait commencé en novembre 1976 une enquête sur la sécurité sociale. Un rapport de 600 pages présente depuis hier les dizaines d'auditions de représentants du gouvernement, du patronat, des syndicats, des médecins, etc.

La synthèse qui clôt ce dossier traduit pour l'essentiel les positions du gouvernement, et plus précisément celles que Simone Veil développait en avril au conseil des ministres.

Reprenant le thème du «déficit» de la sécurité sociale (bien que ce déficit soit de 500 millions au lieu des 12 milliards prévus), le rapport cite parmi ses causes, les profits industriels pharmaceutiques, les pratiques scandaleuses de certains laboratoires d'analyse. Rien n'est vraiment envisagé pour les combattre. Par contre, il va tout à fait dans le sens de la propagande gouvernementale en dénonçant l'«absentéisme» des

salariés et en critiquant un contrôle insuffisant des caisses sur les travailleurs. Alors que patronat et ministres souhaitent ouvertement une indexation des dépenses sociales sur le taux de la croissance économique, ce contrôle pourrait signifier la porte ouverte à la mise en place d'un «profil des assurés», tenant une comptabilité serrée des dépenses de santé, une sorte de «Securix» (contrôle médical au service des patrons) généra-

lisé et nationalisé. Au moment où la crise aggrave les conditions de vie et de travail, les travailleurs auront de plus en plus de mal à se soigner. De même, le rapport n'écarte pas l'idée gouvernementale de, non seulement faire payer aux travailleurs la généralisation de la sécurité sociale, mais encore de rabaisser à un minimum général la couverture des risques, le complément étant fourni par une assurance individuelle. L'inégalité dans la santé en serait encore aggravée.

Une autre suggestion est inquiétante : il s'agirait de partager nettement le prix de la journée d'hospitalisation en deux : l'hôtellerie et les actes médicaux. Remarquons déjà que les différents postes de dépense sont étudiés par ordinateurs. Sur

l'hôtellerie, Veil a poussé l'économie aux dépens des malades : la nourriture a baissé en qualité comme en quantité (viande braisée au lieu de viande grillée, suppression des jus de fruits...) incitant à réduire la durée de l'hospitalisation. Faire apparaître à part les actes médicaux ne peut qu'augurer une nouvelle réduction de la qualité des soins, alors que par exemple le manque d'effectifs est déjà criant. On peut se demander comment dans ces conditions, le prix de la journée d'hôpital atteint des chiffres records. Il faut savoir que le matériel médical est une source de profits énormes : la moindre sonde est facturée très cher par les laboratoires, sans parler du matériel très élaboré. Les fournisseurs ne se gênent pas : la sécurité sociale paiera !

Enfin, le rapport souhaite une amélioration de la gestion des caisses, soulignant par exemple que les 1 070 types d'imprimés et formulaires ne sont toujours pas normalisés. Ce n'est pas le fait du hasard. Par son fonctionnement complexe, la sécurité sociale échappe d'autant mieux à toute possibilité de contrôler par les travailleurs.

Au fond, c'est cette énorme machine bureaucratique qui est à remettre profondément en cause. Sous le socialisme, avec la participation active des employés, aujourd'hui rouages anonymes, la sécurité sociale sera considérablement simplifiée dans le cadre de la transformation du système de santé.

Claude ANCHER



## Les évêques refusent la main tendue de Marchais

Le conseil permanent de l'Episcopat vient, à quelques mois des élections législatives, de publier un document donnant la position officielle de la hiérarchie catholique par rapport au «marxisme». Rien d'étonnant, les évêques restent toujours allergiques au marxisme. Mais ils s'inquiètent de «l'érosion du contenu de la foi» de leurs ouailles quand celles-ci sont confrontées à la lutte de classe. Inquiétude fondée, car la perte d'influence du christianisme, malgré les retouches apportées par le Concile va en s'accroissant.

Vis-à-vis des avances pressantes de Marchais, malgré l'abandon par le PCF de la dictature du prolétariat et du marxisme, les évêques français demeurent réticents et appellent les chrétiens à refuser leurs voix aux candidats du PCF.

**LE QUOTIDIEN DU PEUPLE A BESOIN DE 10 MILLIONS AVANT LE 14 JUILLET**

512<sup>e</sup> GTL (St Lô - Manche)

## La répression s'accroît

Pour avoir assisté le 16 juin à une réunion de soutien aux luttes des soldats, quatre soldats du 512<sup>e</sup> GTL ont été emprisonnés (cf. QdP du 4 juillet). Des manifestations de soutien se sont déroulées. Mais la répression s'accroît. Le lundi 4 juillet, à minuit, Claude Hascoët, emprisonné pour deux mois, a été muté provisoirement à Angers, à destination inconnue. Sa femme n'a pas été prévenue. Elle n'a pu voir son mari qu'en présence d'un commandant. L'armée veut donc nous empêcher de faire pression, prétextant qu'elle ne sait pas où il est. De plus, Izabel, emprisonné pour un mois, a un supplément de dix jours, pour avoir «salé le nom de l'armée», comme le disent les «gradés», à cause du mot

«prison», écrit dans un télégramme — à la place du mot «caserne» — qu'il a reçu. Lemann et Besnard sont toujours en prison. Eux deux et Izabel seront mutés en caserne disciplinaire après leur peine.

Faire connaître ce cas de répression de la «prison» de St-Lô, par exemple en envoyant des lettres de protestations au commandant :

Commandant Maure  
512<sup>e</sup> GTL  
Caserne Bellevue  
50000 SAINT-LÔ

Halte à la répression !  
Libérez nos camarades !  
Correspondant de la Manche

## Non-lieu pour Fabienne inculpée d'infanticide sur la base des ragots

Parce qu'on avait trouvé le cadavre d'un bébé mort-né, 9 mois après la découverte dans un couloir du lycée de Pontoise d'une lettre adressée à une Fabienne, parlant du meurtre d'un enfant à naître, Fabienne du lycée avait été inculpée par le juge Hermet de Pontoise d'infanticide, sans la moindre preuve. Le juge exigeait que Fabienne se soumette à un examen gynécologique, dont on sait qu'il ne peut pas prouver qu'une femme a été enceinte et qui s'apparente, par la contrainte qu'il exerce, à un véritable viol. Alors que légalement, c'est à l'accusation de faire la preuve de la culpabilité, on exigeait de Fabienne qu'elle apporte la preuve de son innocence. Soutenue par ses parents, Fabienne avait refusé cet examen. Le juge Hermet a été contraint d'accorder le non-lieu à Fabienne après avoir entendu divers témoignages attestant qu'elle n'avait pas été enceinte.

## CHAVANAY (LOIRE) DIT NON A LA CENTRALE NUCLÉAIRE

Les habitants de Chavanay, commune voisine de Saint-Maurice-L'Exil appelés à se prononcer par référendum sur l'implantation d'une centrale à Saint-Maurice-L'Exil ont mas-

sivement voté contre ce projet. Sur 1250 électeurs inscrits, 725 ont dit non à la centrale, 111 ont émis des réserves et 18 seulement se sont déclarés favorables.

## Euro-communisme

## LE SECOND ASSAUT SOVIETIQUE

## TOURNEE D'INSPECTION DU PARTI RUSSE DANS LE PCF

Du 28 juin au 6 juillet, Sviolov, membre du CC du parti de Brejnev et secrétaire de la région de Léningrad, a effectué une tournée d'inspection dans les fédérations du PCF. La Seine Saint-Denis, le Nord et la Marne ont été visitées ainsi que la section organisation, la section entreprises, la section femmes et la section agriculture du Comité Central. L'Humanité ne précise pas si des fonctionnaires du KGB ont rencontré le service d'ordre du PCF. La tournée d'inspection des russes en cette période de violentes attaques contre l'eurocommunisme, autant qu'une manoeuvre d'intimidation contre le PCF est également une manifestation des moyens dont dispose le PCUS à son encontre.

## LES RADICAUX DE GAUCHE CHEZ BREJNEV

Robert Fabre a emmené quelques-uns de ses amis en URSS. Il a surtout eu des discussions avec le comité soviétique pour la coopération et la sécurité en Europe, organisme chargé de rameuter les partis européens sur le thème de la détente. Le petit parti de l'Union de la gauche n'a cependant eu les honneurs ni de Brejnev, ni même de Gromyko.

## LE PC HONGROIS DECLARATION FILANDREUSE

Kadar, le secrétaire du PC hongrois, a fait une déclaration en Italie où il déclare : «Le PCUS est une partie, un élément constituant du mouvement communiste européen... On a souvent utilisé l'expression : eurocommunisme. L'identité de situation de certains partis a donné naissance à des ressemblances... Ce combat est naturel... Entre tous les partis communistes et ouvriers d'Europe, qu'ils exercent leur activité dans les pays socialistes ou dans les pays capitalistes ouest-européens, doit prévaloir et prévaudra une solidarité entière et réciproque.»

Pas d'attaque contre l'eurocommunisme, pas de reconnaissance non plus de son indépendance à l'échelle de l'Europe. Le PC hongrois voit plutôt une certaine autonomie dans la mouvance du parti russe, baptisée «solidarité». La déclaration de Kadar s'applique t-elle également aux relations entre partis de l'Est ?

La revue russe *Temps nouveaux* est intervenue une seconde fois avec virulence contre Santiago Carrillo.

Sans vergogne, l'auteur de l'article affirme que le PCUS n'en a pas au PCE auquel «il a toujours apporté sa solidarité... pendant les longues années du fascisme». Sans doute l'auteur considère-t-il comme une manifestation de cette solidarité la scission organisée ouvertement par Moscou dans les années 70. Lorsque Carrillo manifesta pour la première fois son refus de la tutelle russe, Brejnev rassembla quelques émigrés dévoués autour d'un membre du CC, Lister, et créa une scission dans le PCE. Ce fut un échec retentissant, puisque «la fraction» ne parvint pas à percer dans l'émigration en URSS même, et à représenter si peu que ce fut quelque chose en Espagne.

## LA VIEILLE QUERELLE

L'attaque brutale contre Santiago Carrillo est donc une nouvelle manifestation de la vieille querelle qui oppose le parti espagnol aux prétentions soviétiques. En affirmant que le PCUS ne veut pas s'en prendre à la politique du PCE mais aux seules attaques portées par Carrillo contre l'URSS et aux ingérences dans les affaires intérieures de l'URSS du même Carrillo. Les Russes poursuivant à l'égard du PCE la même politique visant à le faire éclater pour rétablir leur influence.

Mais en même temps l'auteur recentre le débat : l'attaque contre l'eurocommunisme porte moins sur la stratégie suivie dans tel ou tel pays que sur l'attitude adoptée par tel ou tel parti à l'égard de l'URSS et de

sa politique européenne. Et les critiques et appréciations portées par Carrillo avec lequel s'est solidarisé l'ensemble du PCE contre l'URSS remettent en cause un des moyens importants de pénétration soviétique en Europe : l'opinion publique que les partis révisionnistes peuvent regrouper autour d'eux en faveur des propositions soviétiques.

Cette attaque renouvelée contre le PCE vise également à obliger les partis qui ont limité leurs réactions lors de la première attaque à une réaffirmation de la libre détermination de leur stratégie, à se prononcer sur leur position à l'égard de l'URSS. La question que *Temps nouveaux* entend soumettre aux autres partis est : oui ou non les attaques de Carrillo contre l'URSS sont-elles condamnables ? Oui ou non vous en désolidarisez-vous ?

## LE PCF : OUI ET NON

La réponse du PCF est exprimée dans *l'Humanité* de jeudi : «Il était possible de critiquer certains chapitres mais sans recourir à l'anathème et à l'injure... L'auteur de l'article de *Temps nouveaux* aggrave son cas en cherchant à dissocier d'un parti son secrétaire général. C'est un procédé inadmissible».

La tactique du PCUS d'essayer une fois encore de susciter des divisions par son intervention à l'intérieur du PCE est seule condamnée, mais les chapitres du livre incriminés sont eux critiquables. Désaccord avec Carrillo sur les conceptions et avec Moscou sur les méthodes ; qu'est-ce qui l'emportera ? Pour l'heure, les méthodes «inadmissibles» sont condamnées avec plus de violence que les conceptions critiquables.

G.C.

## Un Ukrainien renvoie son passeport

Un Ukrainien de Kiev, Sneguinev, a renvoyé son passeport en l'accompagnant d'une lettre ouverte au gouvernement dans laquelle il dénonce violemment le «mensonge» de la Constitution «dictée par la police politique secrète... Sans laquelle votre régime de camps ne pourrait durer un seul jour... Je me rends pleinement compte que mon action sera jugée par vous comme le crime le plus grave... c'est pourquoi vous me jugerez à huis clos selon la loi fixée par votre Etat.»

## Irlande

## L'armée britannique franchit la frontière

Jack Lynch a été proclamé premier ministre de l'Eire par le parlement le 5 juillet. Son gouvernement ressemble à celui de 1972 lorsqu'il était premier ministre. Il reste donc à attendre pour voir si les promesses électorales seront réalisées, notamment en ce qui concerne «l'allègement» de la répression contre les patriotes.

Au Nord, dans les 6 comtés occupés par les Britanniques, la lutte s'intensifie. Ainsi, ce mercredi, un policier des R.U.C. a été abattu alors que plusieurs soldats britanniques viennent de connaître le même sort ces derniers jours.

Mercredi matin, une patrouille britannique a franchi la frontière pour aller, dans la République d'Irlande arrêter 3 personnes qui se trouvaient dans une maison, et les a amenées au Nord, le soir l'un d'entre eux était toujours détenu. La réaction de la population a été vive devant cette attaque et, celle du nouveau gouvernement est également très forte. Rappelons qu'en 72, une patrouille britannique s'était aventurée au Sud et avait dû fuir, devant la réaction de la population, en laissant un mort sur le terrain.

## EUROPE : LA CEE LIMITE LES IMPORTATIONS

Les restrictions s'étendent à l'ensemble des pays du Marché Commun pour les fils de coton, aux tee-shirts pour la Grande-Bretagne. Le niveau de restrictions n'est pas encore connu. Ces décisions s'inscrivent dans le cadre des mesures protectionnistes décidées d'abord par la France seule, et les avalisent, après qu'elles eurent été condamnées par la CEE.

## SCHMIDT A WASHINGTON

Un certain nombre de questions épineuses vont être discutées. La

question des troupes US en Allemagne : Carter voudrait en retirer une partie et demande par ailleurs toujours à l'Allemagne de participer aux frais d'entretien : deux sujets de désaccords sur la politique face à l'URSS. Les questions économiques semblent les plus importantes dans les désaccords actuels : le protectionnisme américain qui impose à la RFA un déficit commercial très important alors que les USA sont très largement bénéficiaires. Et enfin la question du nucléaire : Schmidt arrive en position de force pour la discussion avec l'Accord franco-allemand sur les surrégénérateurs, destiné à concurrencer l'impérialisme US.

## Après l'opération de Tel Aviv

## LE DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS ARMEES EN PALESTINE OCCUPEE

Judi un attentat spectaculaire a été organisé à 15 km de Tel Aviv. Une bombe a explosé au milieu d'une colonie israélienne. L'OLP a revendiqué l'organisation de l'attentat. Celui-ci se combine avec le développement important des opérations armées dans toute la Palestine occupée au cours des dernières semaines.

La lutte armée en Palestine n'a pas cessé, malgré les événements du Liban qui cherchaient à détourner la résistance palestinienne de son principal champ de bataille. Une nouvelle forme d'opérations armées s'est développée : elles sont locales, pratiquées par des fedayin vivant à l'intérieur. Ces opérations n'ont pas l'ampleur de celles de Maalot, par exemple, mais elles sont généralisées dans tout le territoire palestinien, mon-

trant par là que le peuple palestinien, même à l'intérieur, s'est approprié le principe de la lutte armée, principe si détesté par les israéliens de «gauche».

Voici quelques exemples d'opérations armées en juin :

— Une unité de fedayin a placé des explosifs sur la route militaire entre Nazareth et d'autres villes de Galilée. Ces explosifs ont

détruit un camion militaire, ainsi que ce qu'il contenait et son chauffeur a été tué. L'armée israélienne est intervenue peu après, a quadrillé la région et a arrêté, par ses barrages, près de 15 palestiniens accusés d'avoir aidé à l'opération.

— Une unité de fedayin a placé des explosifs dans un dépôt d'armes dans la ville de Haïfa. Un bâtiment du dépôt a été détruit entièrement, de nombreux soldats sionistes ont été blessés.

— Une unité de fedayin a posé des explosifs dans la colonie de Btah Takfa, dans les dépôts de la mairie. L'explosion s'est produite le soir et a créé la panique chez les colons qui sont accourus aux abris. Les

pompiers sont venus de toutes parts et ont eu du mal à maîtriser l'incendie qui a détruit une grande partie du dépôt, une grande partie des réserves d'énergie. Plus

sieurs magasins ont aussi été endommagés et plusieurs gardiens sionistes ont été tués ou blessés.

Y.K.

## LE SUD-LIBAN : CIBLE DESIGNÉE D'UNE AGRESSION

Chaque jour le Sud-Liban apparaît plus nettement comme la cible d'une agression que l'Etat d'Israël prépare fébrilement. Les combats incessants depuis plusieurs jours gagnent en intensité ! Des vols de reconnaissance sont effectués actuellement par l'armée sioniste au dessus des villages du Sud. Les troupes israéliennes sont massées à la frontière, les canons tournés vers le Sud-Liban, des routes sont construites entre Israël et les villages tenus par les fascistes. A Beyrouth, une délégation d'élus du Sud a remis une pétition signée par 80 maires et chefs du Sud, à Sarkis, demandant la fin des combats et l'envoi des troupes libanaises aux Arabes afin de verrouiller les accès vers Israël.

## ADRESSE DU FRONT POLISARIO A L'ONU

Le secrétaire du Front, Mohamed Abdelaziz demande que les résolutions de l'ONU concernant le Sahara soient effectivement appliquées. Il dénonce «les visées expansionnistes du Maroc qui constituent un danger pour le peuple sahraoui et pour la souveraineté mauritanienne».

## ACCORD DE COOPERATION ENTRE LA FRANCE ET LE YEMEN

Ces accords signés au terme de la visite du président du Nord Yemen en France s'élevaient à une valeur de un milliard de francs : ils prévoient la construction d'un port et d'un aéroport, le développement des transports terrestres, de la recherche pétrolière et du tourisme.

# «Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes»

## Le mouvement des femmes :

# QUELQUES CONCLUSIONS

Au cours de cette enquête, nous n'avons pas décrit la surexploitation que subissent les femmes, ni recensé les multiples aspects de leur oppression, nous avons voulu donner un aperçu de ce «mouvement autonome» dont se réclament aujourd'hui, particulièrement dans les quartiers et les entreprises, des groupes de plus en plus nombreux.

Les clichés diffusés par la bourgeoisie, les calomnies accompagnées de coups des révisionnistes, ont longtemps tenté d'identifier les femmes du mouvement à des «marginales», des «désaxées» ou autres qualificatifs du genre, pour mieux étouffer les questions qu'elles posent. Mais, aujourd'hui, la réalité du mouvement qui, malgré ses hésitations, ses limites, se renforce, ne peut plus être ignorée. Dans ce mouvement, beaucoup d'éléments de la petite-bourgeoisie intellectuelle :

Rappelons dans quelles circonstances ce courant s'est frayé un chemin.

Au sein des assemblées étudiantes de mai 68, les rêves utopiques se mêlent à la volonté de rupture avec la société capitaliste, dans une remise en cause des modèles imposés, des rapports établis dans tous les domaines de la vie. C'est là que naissent les premiers débats publics sur «la libération des femmes». Le caractère spontané du mouvement étudiant de mai, qui favorise les forums, les prises de parole dans la rue, donne la possibilité aux femmes de s'exprimer, d'être écoutées. La contestation qui s'affirme ici trouve son pendant outre-atlantique où, indépendamment d'un mouvement ouvrier quasi-inexistant, de nombreux mouvements contestataires se développent : mouvement contre la guerre du Vietnam, mouvement

noir, mouvement des femmes... tous se dressent contre la pourriture de la société impérialiste.

En France, la naissance d'un mouvement autonome des femmes qui prend l'appellation MLF, date de 70. Les fondatrices viennent du mouvement étudiant, mais certaines viennent aussi du «Mouvement démocratique des femmes» (MDF), mouvement lié au PS. Elles vont rompre avec ce mouvement lors de sa participation aux «Etats-général de la femme» convoqués par le journal *Elle* et au cours desquels Chaban-Delmas discourt sur sa «nouvelle société». Cette rupture indique déjà la volonté d'autonomie vis à vis des partis politiques de gauche.

Tandis qu'au sein du MLF s'élèvent des voix pour «lier la lutte des femmes à celle



des travailleurs» des initiatives dont le MLF n'est que partie prenante, vont mettre en mouvement des millions de femmes. C'est le procès de Bobigny en avril 71 contre Marie-Claire, mineure de 17 ans, inculpée pour avortement illégal, qui est transformé en procès de la législation bourgeoise. Le point de départ est ainsi donné à une vaste campagne contre le scandale de cette société qui réprime les femmes se faisant avorter, alors qu'elle est responsable des 800 000 avortements clandestins annuels, recensés avant la nouvelle loi. 343 femmes qui déclarent avoir avorté, font paraître un «manifeste» dans la presse : avocates, écrivains, personnalités du monde des arts et des lettres... elles occupent dans la société une situation généralement privilégiée par rapport à la masse des femmes. Mais le développement de la campagne sur l'avortement, illustré par la création du MLAC en avril 73, va contribuer à la constitution d'un mouvement de femmes plus en prise avec les préoccupations de la masse d'entre elles.

L'émergence d'un tel mouvement, en dehors des partis politiques et des syndicats, en mettant en lumière des contradictions de notre société, reflète l'approfondissement de la crise qu'il contribue à accélérer.

selon laquelle «le mouvement doit lutter sur la base des revendications des femmes de la classe ouvrière». Cette initiative est contradictoire avec la rencontre nationale de Bièvres - juin 74 - qui voit la création des «Pétroleuses» par des militantes. Celles-ci ont tendance à mettre en avant l'oppression idéologique en l'isolant de l'exploitation capitaliste.

Surtout, l'année 74 est marquée par les grands mouvements des banques et de la fonction publique où les femmes sont nombreuses. Des contacts s'établissent et, à cette occasion, naissent sur Paris des groupes femmes d'entreprise, tandis que «Femmes-travailleuses en lutte» incite les groupes de quartiers à développer leurs liens avec les femmes qui travaillent.

Le courant «luttés de classe» va mettre à profit 75 «année internationale de la femme» pour se renforcer. Les rencontres internationales organisées à cette occasion par les Nations-Unies voient s'exprimer des mouvements de femmes du Tiers-Monde, tels que l'Union des Femmes Vietnamiennes. Comme toutes les prises de position sur les femmes cette année-là, leur conception de la libération des femmes est largement représentée. En même temps, la démagogie giscardienne vis à vis des femmes, dans cette période, cadre trop mal avec les préoccupations de la majorité d'entre elles, pour ne pas rendre plus claire encore l'impossibilité d'une réponse dans le système actuel. C'est à la fin de cette année-là que sera décidée la récente rencontre internationale de Vincennes.

Mais les groupes organisés du mouvement, même lorsqu'ils se réclament de la «lutte de classe» sont toujours extérieurs aux nombreuses luttes menées par des femmes dans leurs entreprises, dès le début des années 70.

### L'ANNÉE 74 : UN TOURNANT

D'abord, une partie des groupes de quartiers organise une rencontre avec des employées et quelques ouvrières, elles créent le mouvement «Femmes travailleuses en lutte» et adoptent une plateforme

## LE «MODELE DE CONSOMMATION» EN QUESTION

L'affirmation progressive d'un courant «luttés de classes» au sein du mouvement des femmes ne s'est pas réalisé, nous l'avons vu, en abandonnant les questions relatives à l'oppression posées par le mouvement dès ses débuts. Certes, celui-ci a été pendant longtemps isolé des femmes du peuple, mais il a contribué, par certaines questions mises à jour, à rappeler que l'oppression des femmes ne se limite pas à des questions telles que l'inégalité des salaires ou l'inégalité de l'attribution des postes de travail. Parmi ces questions, celle de l'image de la femme-objet a tenu une place importante.

Le développement de la société dite «de consommation» s'est accompagné de l'utilisation hyper-développée de cette image de la femme-objet, dans la publicité par exemple.

En France, Mai 68 est le premier grand mouvement qui remette en cause le «modèle de consommation» que la bourgeoisie avait pu développer, depuis les années 50, dans une relative paix sociale. On ne peut dissocier de ce fait l'apparition en 68 des premiers jalons d'un mouvement de femmes mettant en cause l'utilisation par le capitalisme d'Etat de tout ce qui a trait à la sexualité.

Ainsi, la question du viol, qui a déjà fait l'objet de campagnes importantes du mouvement, correspond à un aspect

particulièrement important de l'oppression des femmes dans notre société ; elle renvoie à l'image de la femme-objet que l'on peut s'approprier.

Le viol est aussi vieux que l'histoire de l'oppression des femmes, qui ne date pas du capitalisme, mais il s'est trouvé appuyé par toute l'utilisation marchande du corps de la femme dans notre société, tandis que la justice bourgeoise lui apporte sa caution en faisant passer les femmes violées pour consentantes et en transformant les éventuelles plaignantes en accusées.

Autre exemple : l'exigence d'avoir les enfants que l'on désire et qui entre en contradiction avec l'image de la femme, simple instrument de reproduction : la revendication de la contraception et de l'avortement est évidemment un exemple significatif de revendication, longtemps ignoré par les organisations présentes dans la classe ouvrière et qui, posé par des femmes de la petite ou moyenne bourgeoisie intellectuelle, répondait à une importante préoccupation des femmes de la classe ouvrière.

Ainsi, le mouvement des femmes, en partant de questions particulières, était conduit à une contestation plus globale des rapports sociaux que la domination capitaliste nous impose.

(à suivre)

DEMAIN : LA FIN DE NOTRE DOSSIER



# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël 53<sup>e</sup> épisode

Un matin, Arezki posa ses outils et s'en fut au pupitre de Bernier. Il revint peu après et se remit à visser, mais je remarquai son visage contracté. Nous ne parlions jamais ensemble. Mustapha vint me dire :

— Il est malade, il peut pas travailler.  
— Qu'il demande à sortir, qu'il aille à l'infirmerie.

— Le chef a dit non.  
— Où avez-vous mal? lui demandai-je directement.

— J'ai mal à la tête. Je ne vois plus les rétros. Je quittai la voiture et cherchai Bernier. Il venait justement vers nous.

— Monsieur, dis-je, il y a un ouvrier qui est malade. Il ne peut pas travailler.

— Qui? demanda-t-il avec un joyeux sourire.

— Celui qui pose les rétros. Arezki.

— Ah, et alors? dit-il amusé.

— Il devrait aller à l'infirmerie.

— Eh oui, ils veulent tous aller à l'infirmerie. Avant, c'était les waters. Ne vous en faites pas pour lui, mademoiselle.

Il tapota ma main.

— Je ne donne plus de bon de sortie. J'ai des ordres. Sauf pour un accident ou si le type tombe par terre. Les autres sont des simulateurs, des tricheurs. Je les connais.

— Mais c'est inhumain.

— Eh doucement, mademoiselle Letellier, dit-il, perdant son bon sourire. Retournez à votre place et ne vous occupez pas de ça.

Je regagnai la chaîne, en colère, bâclai deux contrôles en quelques minutes et cherchai Arezki. Il vissait lentement les tirettes, et Mustapha posait le rétro à sa place.

— Êtes-vous encore malade?

Mustapha répondit oui.

— Voulez-vous des cachets? criai-je.

Arezki leva la tête.

— Vous en avez?

Je lui en apportai deux.

— Les Tunisiens ont du lait, dit Mustapha. Va...

Arezki prit les cachets et descendit de la voiture. Mustapha posa son bourrelet avec quelques pointes seulement, courut à la suivante, vissa le rétro, les tirettes et s'en fut dans l'autre, derrière, pour clouer son snapon.

Je vérifiais un tableau de bord quand Arezki se pencha vers moi et me remercia.

— Ça va mieux?

— Pas encore, mais ça va aller mieux dans un moment.

Il vint un peu plus tard me dire qu'il se sentait soulagé. A midi, il m'apporta un tampon d'essence pour nettoyer mes doigts. Je le remerciai avec émotion. Nous nous dîmes « bon appétit » et « bonsoir, à demain » à la fin de la journée.

Il avait un beau visage sévère qui m'intimidait. Il paraissait moins jeune que les autres.

Le lendemain matin, je trouvai dans mon carton un papier de soie qui enveloppait un croissant. J'appelai Mustapha.

— C'est à vous?

Il secoua la tête et, comme je ne comprenais pas, il me dit :

— Arezki l'a posé pour vous.

(à suivre)

## Programme télé

### VENDREDI 8 JUILLET

#### TF 1

19 h 00 - Graine d'ortie. *Feuilleton*  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Le Tour de France  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Au théâtre ce soir : une femme presque fidèle. *Comédie*  
22 h 05 - Allons au cinéma  
22 h 35 - TF 1 actualités

#### A 2

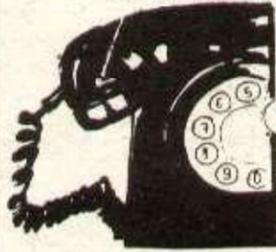
18 h 35 - Animal parade  
18 h 45 - Flash information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Flash information  
19 h 45 - Détours de France  
20 h 00 - Le journal

20 h 30 - Le confessionnal des pénitents noirs. *Feuilleton*  
21 h 40 - Apostrophes. *Quelle Bretagne? Quels Bretons?*  
22 h 50 - Les nouvelles  
22 h 55 - La chair et le diable. *Film américain (dramatique) muet, de Clarence Brown (1927)*

#### FR 3

18 h 45 - Histoire de France  
18 h 50 - Des livres pour nous. *Prévert*  
19 h 05 - Des talents et des gens  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre. *L'union rationaliste*  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Vendredi. *Faits de société : le miroir aux idoles*  
21 h 30 - Quelques Afriques. (1) *Documentaire. En République Populaire du Congo*  
22 h 25 - FR 3 actualités

### TÉLÉPHONEZ



### AU QUOTIDIEN

### 636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

### ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F  
Abonnement de soutien : 500 F  
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :  
en une fois .....  
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

## manifeste

## pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

### VILLEFRANCHE/SAÔNE

### FÊTE POPULAIRE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Terrain de sports : rue Justin Godard BELIGNY

SAMEDI 9 JUILLET 1977... A PARTIR DE 14 h 00

LE CADRE DE VIE DES TRAVAILLEURS :

- Débat sur le nucléaire avec :  
— le comité Malville de Grenoble  
— Groupe écologique du Beaujolais  
— Film « Condamnés à réussir » sur la centrale de la Hague
- La vie de Beligny avec des travailleurs du quartier :  
— expo-photos  
— Stand de la MJC de Belleruche
- PUK pollueur : montage diapos

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS :

- « Vivre et travailler au pays ».
- La lutte des femmes pour leur émancipation avec :  
— Débat-expo réalisée par le SGEN CFDT
- Stand des ouvriers de Cizain
- Les ouvriers de LIP témoignent.

UNITÉ OUVRIERS - PAYSANS :

Vente directe de produits de la Bresse, Savoie, Drôme...

avec la participation des Paysans-Travailleurs.

EN CHINE, les ouvriers et les paysans ont le pouvoir.

— Xavier LUCCIONI qui y a séjourné 30 mois et vécu les récents événements et présente ses films. **Débat**

- Albanie : le socialisme en construction
- Afrique : Images du peuple Sahraoui.
- Amérique du sud : expo-diapo
- La résistance au Chili (MIR/MAPU), musique chilienne avec... LAS CHINCHAS

QUEL SOCIALISME NOUS VOULONS !

Présentation du MANIFESTE pour le SOCIALISME  
DÉBAT AVEC LA PARTICIPATION  
DU CANDIDAT DU PCRml AUX LÉGISLATIVES A  
VILLEFRANCHE

Jean Kergrist « Le clown atomique »

Manuel Reina, chansons populaires

• Musiques des travailleurs arabes / turcs

• Buffet, buvette, jeux

• Animation enfants - crèche

• Stands

• Stands expositions...

• 21 h 00 : BAL avec Johnny Mitchell et son orchestre

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

VACANCES

# CEUX QUI RESTENT...

par Serge LIVET

Il y a ceux qui partent et ceux qui restent, soit près d'un Français sur deux. Quand on reste dans les grandes villes pendant les mois d'été, à quoi passe-t-on ses quatre semaines de congés payés ? Sous le soleil d'été, la ville n'est pas vraiment la même, à la fois plus pénible, mais parfois aussi dans quelques lieux presque agréable. La canicule accentue les mauvais côtés, mais donne aux rares jardins publics, aux installations sportives plus rares encore un caractère d'oasis. Les vacances pour ceux qui restent se passent en grande partie dans ces oasis.

Dans une des plus anciennes cités HLM de Paris, dans le vingtième, c'est l'enfer. Pas un souffle d'air ne rafraîchit les murs et le sol bétonné chauffés par le soleil de Juillet. La disposition des immeubles formant un carré fermé et l'absence presque totale de végétation dans la cour, agissent comme un four en retenant la chaleur. Dès le début de l'après-midi, même à l'ombre des immeubles de six étages, seule ombre existante, l'atmosphère est irrespirable, et la cour est vide.

Cette cité habituellement si bruyante avec les centaines d'enfants qui y jouent ou s'y disputent, est devenue silencieuse, écrasée par la chaleur. Les habitants se sont réfugiés dans un petit square à proximité, à l'ombre des arbres. Plus une place vide sur les bancs où plusieurs familles, hommes et femmes, discutent quelques heures, surveillent distraitement les enfants qui jouent. Devant presque tous les bancs, un ou deux landaus. Ce sont surtout les enfants en bas âge qui sont restés, les plus grands sont au centre aéré.

Pendant ces quelques heures de véritable détente, entre 15 heures et 18 heures, on a le temps de discuter, de lier connaissance ou de renforcer les liens avec des voisins que l'on côtoie chaque jour sans pouvoir leur parler. Pour les hommes, la détente se prolonge souvent plus que pour les femmes, qui rentrent préparer le repas du soir et qui, le matin, sont prises par les tâches ménagères, comme le reste de l'année.

Quatre joueurs de boules disputent une partie, tout en parlant des chances de Thévenet dans le tour de France. Le Tour, quand on reste à Paris, a l'attrait du départ en vacances, du voyage dans des régions qu'on aimerait bien voir ou connaître et l'attrait du sport que le rythme de vie et le manque d'infrastructures sportives ne permet pas de pratiquer.

Après la partie de boules, certains se retrouveront dans la soirée pour jouer

aux cartes, parfois tard, sans avoir à penser à se réveiller tôt le lendemain.

Le matin, quand la chaleur est encore supportable, les occupations ne manquent pas : réparer la voiture ou la mobylette, repeindre l'appartement, bricoler un meuble... Certes cette période de repos, pour ceux qui peuvent réellement la prendre, car beaucoup cherchent un travail d'appoint en intérim pour payer les crédits ou gagner l'argent des impôts, est appréciable pour se remettre de onze mois de travail à l'usine et du rythme fou de la ville. Mais évidemment, changer d'horizon, surtout quand l'horizon c'est celui des tours et des barres, changer d'air quand l'air est chargé d'oxyde de carbone, de fumées, quitter pendant trois ou quatre semaines les lieux de l'oppression quotidienne et connaître d'autres régions, c'est une aspiration profonde. A tel point que, ne serait-ce que pour une semaine, nombreux sont ceux qui ont fait des sacrifices pour partir à la mer.



## PASSER SES VACANCES AUX BUTTES CHAUMONT



Les plus grands peuvent aller... au centre aéré de Vincennes

Les buttes Chaumont c'est, pour des milliers de Parisiens, leur côte d'azur. Les Buttes Chaumont, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, c'est sinon le plus vaste du moins le plus agréable parc de verdure parisien. Certains y vont chaque jour ; les retraités passent leur après-midi sur un banc, de longs silences entrecoupés de conversations. Sur un banc, ils sont quatre, des habitués habitent Paris depuis 50 ou 60 ans. «Non, c'est pas possible pour nous de partir en vacances. Notre retraite ne nous permet pas de vivre à Paris, alors... Moi je partirai peut-être en septembre chez mes enfants. C'est encore plus difficile pour nous de partir en vacances parce qu'on ne peut plus

vivre comme les autres. Par exemple, on ne peut plus manger n'importe quoi, si je fais une entorse à mon régime, je suis malade. Les villes de vacances ne sont pas faites pour les vieux comme nous, c'est organisé pour les jeunes, et surtout pour les jeunes qui ont de l'argent. On habite le quartier, c'est une chance, on peut venir aux Buttes Chaumont, on se retrouve entre nous, on se connaît et on voit beaucoup d'habitants comme nous, des retraités, mais aussi des jeunes. C'est surtout ceux des quartiers populaires qui viennent, les autres sont sur la Côte d'Azur».

Beaucoup d'enfants sont dans les allées, sous la surveillance tatillonne des

gardes du parc qui ne leur permettent pas grand chose, pas de jeux de ballons, pas de jeux sur les pelouses... Des arbres, de la verdure, un lac, une cascade, des buttes, on oublie aux Buttes Chaumont qu'on est encore à Paris, rêver qu'on est parti loin de cette ville, l'espace d'un après-midi. A partir de 18 heures, les Buttes Chaumont commencent à se vider, les plus âgés repartent chez eux «Faut voir où on habite, des maisons qui ne tiennent plus, les fenêtres ne ferment pas. Il se construit des logements neufs, mais c'est pas pour nos moyens, c'est comme les vacances. C'est ceux qui ont le plus besoin de changement d'air et de repos qui restent à Paris».

Catégories socio-professionnelles	VACANCES D'ÉTÉ				VACANCES D'HIVER			
	Nbre moyen de jours partis		Taux moyen de départs		Nbre moyen de jours partis		Taux moyen de départs	
	65	75	65	75	72	74	72	74
Patrons de l'industrie et du commerce	25,7	22,6	41,7%	55,1%	12,2	12,6	13,5%	14,8%
Cadres supérieurs et professions libérales	34,9	32,4	85,3%	83,7%			50,5%	50%
Paysans	21,6	25,5	8,4%	14,7%				
Ouvriers	24,5	26	41,4%	48,7%	13,7	11,8	7,4%	9,6%
Employés	25,5	24,2	56,5%	63,1%	15,2	11,5	18,2%	19,5%
Cadres moyens	28,5	27,5	81,10%	74,5%			30,8%	36,0%

### Les vacances par catégories socio-professionnelles

Observations : Les chiffres donnés par les patrons ne sont pas très significatifs, dans la mesure où sont regroupés dans cette catégorie, les gros patrons, les petits patrons et les commerçants et artisans.

On remarque que le niveau de départ en vacances des employés se rapproche de plus en plus de celui des ouvriers. Plus de la moitié des ouvriers ne partent pas en vacances alors que plus de 80% des cadres supérieurs partent en vacances d'été et 50% partent en vacances d'hiver.